EDITION DU MARDI SOIR.

Les propositions d'armistice.

Correspondance Diplomatique entre la France, l'Angleterre et la Russie.

I

PROPOSITION DE LA FRANCE.

Le ministre des affaires étrangères aux ambassadeurs de France à Londres et à St-Pétersbourg.

Paris, 30 octobre 1862.

Monsieur,

L'Europe suit avec un douloureux intérêt la lutte engagée depuis plus d'une année sur le continent américain. Les hostilités ont provoqué des sacrifices et des efforts propres à inspirer sagement de la plus haute idée de la persévérance et de la vitalité d'un peuple. Mais ce spectacle qui fait tant d'honneur à leur courage, attire en vain de toutes parts de calamités sans nombre et d'une prodigieuse effusion de sang. A ces effets d'une guerre civile qui a pris, dès le principe, de si vastes proportions, vient encore s'ajouter l'appréhension d'une guerre servile qui mettrait le comble à tant d'irréparables malheurs.

Les sentiments d'une nation envers laquelle nous avons toujours professé une amitié sincère auraient suffi pour exciter vivement la sollicitude de l'empereur lors même que nous n'eussions pas été atteints par le contre-coup de ces événements.

Nous l'influence des rapports créés par l'extension des échanges multipliés entre les différentes régions du globe, l'Europe a ressenti vivement les conséquences d'une crise qui tarissait l'une des sources les plus fécondes de la richesse publique et qui devenait pour les plus grands centres du travail la cause des plus pénibles épreuves.

Ainsi que vous le savez, monsieur, lorsque la guerre a éclaté, nous nous sommes regardés comme devoir d'observer la plus stricte neutralité à l'égard à l'égard des autres grandes puissances. Nous avons fait connaître à notre ambassadeur à Washington notre intention de nous renfermer dans les limites d'une abstention absolue, et le cabinet de Washington a maintes fois, reconnu la loyauté avec laquelle nous avons suivi cette ligne de conduite. Les assurances que nous l'entrainons sont demeurées invariables ; mais loin d'imposer aux puissances une attitude qui ressemblerait à de l'indifférence, la neutralité doit caractériser bienveillant de cette neutralité doit plutôt les porter à se rendre utiles aux deux parties, en les aidant à sortir d'une position qui, pour le moment du moins, paraît sans issue.

Il s'est établi entre les belligérants, dès le début de cette guerre, une pondération de forces qui, depuis lors, s'est presque constamment maintenue, et depuis un long terme, ils se trouvent aujourd'hui, sous ce rapport, dans une situation qui n'a pas sensiblement changé. Rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives. D'après les dernières informations parvenues en Europe, les deux armées seraient, au contraire, dans des conditions qui ne permettraient ni à l'une ni à l'autre d'espérer dans un court délai des avantages assez marqués pour faire pencher définitivement la balance et accélérer la conclusion de la paix.

Cet ensemble de circonstances, monsieur, signale l'opportunité d'un armistice auquel, d'ailleurs, dans l'état des choses, aucun intérêt stratégique ne semble faire obstacle. Les dispositions favorables dans la paix qui commencent à se faire manifester dans le Nord comme dans le Sud, pourraient, d'autre part, seconder les démarches que seraient tentées pour recommander l'idée d'une trêve.

L'empereur a donc pensé qu'il y aurait lieu à ce que les belligérants, par l'intermédiaire des bons offices des puissances maritimes et Sa Majesté m'a chargé d'en faire la proposition au gouvernement de S. M. Britannique ainsi qu'à celui de Russie. Les trois cabinets s'emploieraient amicalement à Washington auprès des États Confédérés, afin d'amener une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte de guerre direct ou indirect, devrait provisoirement cesser sur mer comme sur terre et qui pourrait, au besoin, être prolongée ultérieurement.

Ce n'est pas, je n'ai pas besoin de le dire à vous, qu'impliquerait de notre part aucune pression sur les résolutions définitives du gouvernement fédéral. Nous ne prétendons pas à imposer à aplanir les obstacles, et à intervenir que dans la mesure déterminée par les vœux des parties intéressées. Nous ne nous croyons point appelés, ou du moins, à proposer, mais à préparer la solution des difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à un rapprochement entre les belligérants.

L'accord des trois cours, au surplus, ne répondrait il pas seul de leurs intentions. N'imprimerait-il pas à leur démarche un caractère évident d'impartialité ? Agissant de concert, elles réuniraient les conditions les plus propres à inspirer la confiance, le gouvernement de l'empereur par les traditions constantes de la politique française à l'égard des États Unis et l'Angleterre par les encouragements que, dans une crise qui tarissait l'une des sources les plus fécondes de la richesse publique et qui devenait pour les plus grands centres du travail la cause des plus pénibles épreuves.

Ainsi que vous le savez, monsieur, lorsque la guerre a éclaté, nous nous sommes regardés comme devoir d'observer la plus stricte neutralité